

Pouvoir d'emprunt—Loi

Le gouvernement dit vouloir emprunter 29.5 milliards, mais les ministériels n'ont annoncé de programmes de dépenses que pour quelque 25 milliards. Le gouvernement veut emprunter 4 milliards de plus qu'il comptait dépenser. Les ministériels devraient présenter un plan qui fasse savoir aux Canadiens de quelle façon ils vont utiliser cet argent. J'aimerais signaler certains domaines où il y a un besoin urgent de capitaux. Ce sont les forêts et les pêcheries, notamment celles de la côte du Pacifique, ainsi que le logement et les systèmes d'égout et d'aqueduc dans les localités indiennes.

Le gouvernement a adopté une attitude de laisser-aller en matière économique et a fait preuve de mauvaise administration en empruntant pour combler ses déficits. Cela ne peut plus durer. Il faut qu'il fasse de la planification à long terme pour relancer l'économie. Bref, nous ne pouvons pas accepter ce projet de loi parce qu'il demande un pouvoir d'emprunt trop considérable, est formulé en termes trop vagues, et parce que nous ne savons pas ce que le gouvernement veut faire de cet argent.

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, il me vient à l'esprit aujourd'hui qu'un jour le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré que les députés étaient des riens du tout. Il nous arrive beaucoup trop souvent, lorsque nous faisons la tournée de nos circonscriptions, de croire que ce qui se passe à la Chambre ne change rien au train-train quotidien des simples citoyens. Mais aujourd'hui, monsieur le Président, on nous demande d'autoriser l'emprunt le plus imposant qu'un gouvernement ait jamais contracté au cours de notre histoire. Nous pouvons parier à coup sûr que tous les députés libéraux vont voter en faveur de cette mesure. Va-t-elle avoir des conséquences pour les simples citoyens?

Voyons ce qui s'est passé jour après jour cette semaine lorsque nous avons constaté que notre dollar était en train de tomber. Au cours de la vente des bons du Trésor aujourd'hui, les taux d'intérêt ont grimpé de plus de 0.5 p. 100. Ceux qui ont acheté une maison hier ou ce matin, ont constaté qu'ils allaient payer plus cher pour leur hypothèque. Un demi de 1 p. 100 sur une hypothèque de \$50,000 représente des mensualités additionnelles de \$20 à même le revenu d'une personne une fois l'impôt payé. Sur une hypothèque de \$100,000, ce pourcentage représente \$40 par mois. Cet argent pourrait servir pour acheter des aliments, des vêtements, pour payer des loisirs ou des cours.

Il a fallu quatre ans, après 11 ans de mauvaise gestion, pour aboutir à pareille situation. C'est un dur coup pour l'économie du pays et pour l'emploi. C'est aussi une cause d'inquiétude pour certains gens, au point parfois de les rendre malades. Comment en sommes-nous venus là? Les ministériels, y compris ceux qui aspirent à la direction de leur parti, nous demandent d'autoriser le gouvernement à emprunter 29,550 millions de dollars. C'est tout bonnement effarant.

Voyons exactement ce que pareille somme représente, monsieur le Président. Il y a 24 millions d'habitants au Canada et certains ont la chance de pouvoir économiser, en déposant leur

argent à la banque ou en achetant des titres. L'emprunt que le gouvernement voudrait contracter représente 91 p. 100 de tout l'argent que les gens réussiront à économiser cette année. Et les emprunts des sociétés de la Couronne, qui sont le prolongement de l'appareil gouvernemental, ne sont pas comptés dans cette somme.

Si le gouvernement emprunte 91 p. 100 de chaque dollar épargné par les Canadiens, cela ne nous laisse que 9c. à nous partager pour acheter une voiture ou une maison. Quelles sont les conséquences de cet état de choses sur les taux d'intérêt, monsieur le Président? Ce projet de loi n'a pas encore été adopté, il n'a pas encore force de loi et le gouvernement n'a pas encore commencé ses emprunts. Nous n'en sommes qu'à l'étape préliminaire, mais les taux d'intérêt ont déjà augmenté de 0.5 p. 100. Ils augmenteront peut-être encore de 1 p. 100, 1.5 p. 100 ou 2 p. 100. Chaque Canadien qui devra emprunter devra payer plus cher.

Les pensionnés qui ont un revenu fixe devront consacrer plus d'argent à la nourriture, car ces hausses se répercutent dans l'ensemble de l'économie. Les loyers augmenteront, ainsi que le prix des médicaments. S'il est parmi nous un député qui pense que cette mesure ne touche en rien le Canadien moyen, il se met le doigt dans l'œil jusqu'au coude. C'est le projet de loi d'emprunt le plus considérable des annales parlementaires.

• (1630)

Cette année, le gouvernement compte dépenser presque deux fois plus qu'il ne le prévoyait le jour de son élection. En quatre ans, il a pratiquement doublé ses dépenses et il a plus que doublé le montant de ses emprunts. Les gens n'aiment pas payer des taux d'intérêt élevés. Ils se plaignent que leur entreprise a fait faillite, qu'ils ont perdu leur maison ou que leur automobile a été saisie parce qu'ils ne pouvaient pas payer les intérêts. Ils devraient demander des comptes à tous les députés libéraux, ils ont approuvé l'incurie dont le gouvernement a fait preuve année après année. C'est parce que le gouvernement n'a cessé d'emprunter qu'ils ont eu ces problèmes. Certains disent que le cabinet est le seul responsable, mais il n'en est rien. Les députés votent pour ces mesures et c'est donc aux ministériels de l'arrière-ban et aux partis d'opposition de demander des comptes au cabinet et de rendre les lois un peu plus raisonnables. Si les ministériels de l'arrière-ban ne font pas leur travail, les électeurs ont le devoir de les chasser de cette Chambre afin qu'il ne puissent plus jamais récidiver.

Quand j'ai été élu, il y a près de cinq ans, 17 p. 100 des recettes fiscales servaient à payer l'intérêt sur la dette publique et les 83 p. 100 restants à défrayer les soins médicaux, l'assurance-chômage et le reste. Maintenant, à peine cinq ans plus tard l'intérêt sur la dette publique absorbe 31 p. 100 des recettes. Cela ne laisse que 69 p. 100 pour les soins médicaux, les pensions de retraite et toutes ces choses que les citoyens attendent du gouvernement. C'est une véritable tragédie, monsieur le Président.